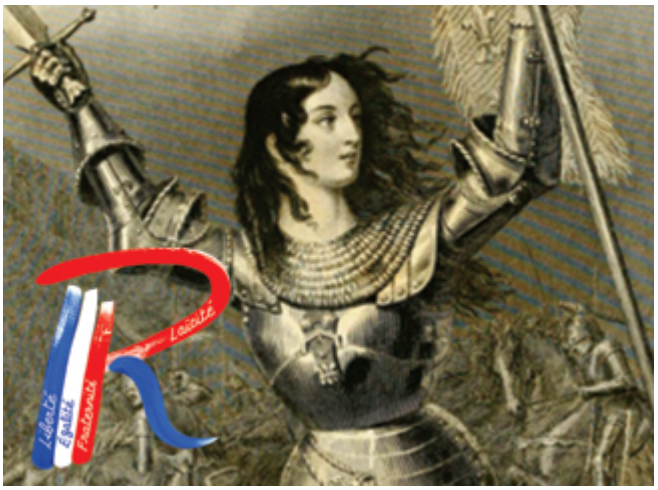
Rappel : mise en garde de Trump sur le Pacte de Marrakech

écrit par Marcher sur des oeufs | 11 décembre 2018



Pacte de Marrakech, nouvelle mise en garde de Trump (bien plus crédible que les Fake News des médias)
: : : :
https://www.dreuz.info/2018/12/10/pacte-de-marrakech-nouvelle-mise-en-garde-de-trump-bien-plus-credible-que-les-fake-news-des-medias/
Jean-Patrick Grumberg
10 décembre 2018

Avec le Pacte mondial sur les migrations, dit Pacte de Marrakech, les Nations unies veulent « faire progresser la gouvernance mondiale aux dépens du droit souverain des Etats à gérer leur système d'immigration », ont dénoncé vendredi les Etats-Unis dans un communiqué plein de bon sens et qui met les points sur les i.

Dans un long texte très argumenté, diffusé par la mission diplomatique américaine à l'ONU, les Etats-Unis rappellent qu'ils ont quitté les négociations sur ce Pacte en 2017 car ses objectifs sont « incompatibles avec la loi américaine, la politique et les intérêts du peuple américain ». Ils sont

de ce fait, incompatibles avec les intérêts des peuples européens. C'est parce qu'ils savaient que les citoyens diraient non que les instances européennes et les Etats ne les ont pas consulté, et qu'ils vont voter au mépris de la démocratie, et du droit fondamental des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Nous ne pouvons soutenir un Pacte qui pourrait s'opposer aux meilleurs intérêts de nos citoyens

« *Les décisions sur la sécurité des frontières, sur qui est admis à résider légalement ou à obtenir la citoyenneté, figurent parmi les plus importantes décisions souveraines qu'un pays peut faire », soulignent aussi les Etats-Unis dans ce communiqué. Il n'est pas question donc qu'elles fassent l'objet « de négociations, d'un examen, dans un cadre international* », ajoute le texte.

Tout en reconnaissant « *l'apport de nombreux immigrants à la construction de notre nation, nous ne pouvons soutenir un Pacte ou un processus qui impose ou qui a la potentialité d'imposer des directives internationales, des normes, des attentes ou des engagements qui pourraient s'opposer à notre capacité à prendre des décisions dans les meilleurs intérêts de notre nation et de nos citoyens* », affirme avec sagesse le document.

Washington anticipe aussi que les pays signataires du Pacte chercheront in fine à imposer un « droit coutumier international » dans le domaine des migrations, c'est à dire transformer ce pacte « non contraignant » en obligation gravée en dur dans le droit international. Le terme de « pacte » induit « des obligations légales », ajoutent les Etats-Unis dans leur communiqué. La formulation du texte « sans caractère contraignant » a également été considéré comme suspecte par les autres pays qui ont décidé de ne pas le signer.

En dépit des crispations sans précédent provoquées par le Pacte, plus de cent pays sont attendus lundi et mardi à Marrakech pour l’entériner formellement avant le vote d’une résolution de ratification à l’Assemblée générale de l’ONU prévue le 19 décembre à New York.

Ni la Suisse, ni Israël, ni l’Amérique du président Trump ne sont tombés dans ce piège immigrationniste.